

Bulletin Confédéral des Femmes

Mensuel - JUILLET 1950

213, rue Lafayette - PARIS-X^e

N° 18

Pouvons-nous éviter la guerre ? OUI !

L'agression en Corée découvre les sinistres desseins de l'Amérique. Pour dominer le monde, les hommes d'état américains ont sacrifié des milliards de dollars, fabriqué la bombe atomique. Ils ont entraîné derrière « leurs chausses » les gouvernements capitalistes et maintenant, ils font la guerre.

« J'ai ordonné, a dit Truman, à la flotte d'être prête à Formose. J'ai ordonné que l'on soutienne militairement la guerre au Viet-Nam. J'ai déjà mobilisé 60.000 hommes pour la Corée ».

Ordonnance là, provocations ailleurs ! Avant-hier le vent soufflait en Iran, hier l'orage se déportait en Yougoslavie. Les points de dangers sont nombreux, de proche en proche ils nous frôlent.

Les exigences américaines vont loin, l'entrée en jeu des forces militaires françaises est maintenant un ordre. Pléven a déjà envoyé un avis dans les eaux coréennes.

Des millions d'hommes et de femmes ont les yeux fixés sur la Corée. Ils sont tourmentés, anxieux. Tout ce qui se passe là-bas nous touche, nous atteint. Le gouvernement va-t-il disposer de notre vie, de la vie des nôtres ? Le Président Auriol, dans un récent discours, ne vient-ils pas justifier « l'intervention armée ». Parmi tout ces gens, combien jusqu'à ce jour sont restés indifférents à l'Appel de Stockholm, ignorants qu'ils étaient de la situation. Etait-ce bien leur faute ? La presse, la radio, répandent tant et tant de mensonges. A présent ils sont placés devant la réalité, ils réfléchissent et condamnent ceux qui nous mènent à la guerre.

La « bombe » n'a pas encore été utilisée par l'état-major yankee. Truman redoute l'indignation et la colère de plus de 250 millions de gens qui, dans le monde, ont proclamé qu'ils considéraient comme criminel de guerre le gouvernement

qui le premier se servirait de la « bombe »... Mais des villes entières brûlent et agonisent sous les bombardements de terreur et des hommes comme de Gaulle, Paul Reynaud, Le Trocquer se déclarent partisans de « l'atomisation de la Corée ».

Oui, nous pouvons éviter la guerre si, rassemblés et unis, nous dressons dans un puissant mouvement national et mondial toutes les forces de Paix, et si, tous ensemble, nous clamons que nommément, tous les criminels de guerre auront des comptes à rendre.

Onze millions de signatures ont été collectés en France. C'est déjà un chiffre impressionnant. Nous sommes cependant loin d'avoir fait « le plein ».

Au mois d'octobre prochain va se tenir à Varsovie le deuxième Congrès des Partisans de la Paix qui aura un retentissement mondial. Ne perdons pas une minute. Sans trêve, ni repos, agissons ! Organisons dans toutes les entreprises des Comités de la Paix qui lutteront contre l'intervention en Corée, contre la bombe atomique, pour le retour du corps expéditionnaire d'Indochine. Retournons vers les 11 millions de signataires. Que chacun d'eux recueille une nouvelle adhésion. Adressons-nous à tous ceux et à toutes celles qui n'avaient pas encore compris.

Soyons persuasifs et convaincants. Voyons grand, voyons large. Des millions de gens pensent différemment.

Les uns croient en leur Dieu, d'autres n'y croient pas. Mais tous sont pétris de la même chair. Ils ont un cœur, une âme, comme nous, ils aiment leurs enfants, leur femme, leurs parents. Comme nous, ils ont la guerre en horreur, ils chérissent la Paix.

Les femmes travailleuses comprendront qu'il faut défendre les petits quand il est temps encore plutôt que de verser des torrents de larmes de malheur.

SOMMAIRE

Pouvons-nous éviter la guerre	1
La meilleure récompense n'est-elle pas d'avoir protégé ses enfants	2
Avec les milliards engloutis pour la guerre, les revendications peuvent être satisfaites	3
Solidarité des travailleuses envers les victimes de la répression	4 et 5
Apprenons à connaître les femmes du monde entier.	6
Nos raisons de lutter pour la prime de vacances....	7
Tribune de discussion	8

Alice BRISSET.

LA MEILLEURE RÉCOMPENSE N'EST-ELLE PAS D'AVOIR SU

PROTÉGER SES ENFANTS ?

Mais toutes voudront aussi mériter d'être les porte-parole des travailleuses de France au Congrès Mondial de la Paix à Varsovie.

Nous écoutons la radio, nous lisons la presse. A l'atelier, au bureau, aux champs, nous éprouvons le besoin de nous entretenir sur les événements.

Oui, c'est vrai, nous les femmes, nous les mères, nous sommes anxieuses et inquiètes.

Le soir, nous serrons avec encore plus de tendresse nos enfants car, même dans les moments de détente, nous sentons planer le danger sur leurs chères petites têtes.

Oh, combien nous semble lointain et de peu d'importance le ressentiment que l'on avait quelquefois conservé vis-à-vis d'une de nos compagnes qui n'avait pas compris la nécessité de faire grève.

C'est qu'aujourd'hui la même crainte nous talonne les unes et les autres, qui tend à balayer toutes les possibilités de division entre les travailleuses.

Mais encore faut-il ne pas se replier sur nous-mêmes, et être bien persuadées que l'ensemble des femmes, des mères, est tenaillé par la même crainte que nous, et aussi par la même volonté d'empêcher les criminels de guerre de réaliser leurs sinistres projets.

Bien sûr, toutes ne savent pas comment manifester cette volonté.

Elles savent que Truman annonce 10 milliards de dollars (soit 3.500 milliards de francs) à payer par le peuple américain pour de nouveaux crédits militaires. Elles ont lu ou entendu que les Etats-Unis se mettent sur un véritable pied de guerre, allant jusqu'à envisager la mobilisation de la garde nationale et de l'armée de réserve.

La propagande officielle cache ou déforme systématiquement les faits essentiels suivants :

- 1° L'unité et l'indépendance de la Corée ont été promises à la Conférence du Caire en 1943 ;
- 2° Les élections du 31 mai 1950 en Corée du Sud, ont accordé 77 % des suffrages aux adversaires du gouvernement de Syngman Rhée.

Et c'est pour soutenir ce gouvernement contre la majorité du peuple que Truman veut des volontaires. Et c'est parce que le peuple américain comprend chaque jour davantage qu'il n'a rien à faire en Corée, que l'on trouve difficilement des volontaires.

Il nous faut donc, dans les entreprises, discuter de ces problèmes, souligner la responsabilité des hommes qui, pour justifier leur ingérence dans un petit pays, ont violé la Charte des Nations Unies, marquant ainsi leur volonté de saper l'organisme dont le rôle était d'œuvrer pour l'établissement d'une paix juste et durable.

Nous devons examiner toutes ensemble le projet Plevén qui réclame 80 nouveaux milliards pour la guerre et en voir la répercussion dans nos pauvres bourses ouvrières ; nous devons dire ce que nous pensons de nos gouvernants qui ont recours à l'inflation massive de la monnaie qui ruïnera notre industrie et aggravera la misère du peuple.

Et, dans le même temps, gouvernement et patronat se mettent d'accord pour proposer un salaire minimum vital de famine ; des journaux osent même écrire que le « court temps de prospérité » est passé pour les Français et que, maintenant, il faut envisager les privations, comme si celles que nous subissons n'étaient pas plus que suffisantes.

Certes oui, il faut faire un barrage solide pour re-

pousser cette attaque concertée contre la classe ouvrière.

Il nous faut prendre, en effet, conscience du danger qui menace les peuples et dénoncer le cynisme de ceux qui n'hésitent pas à prôner l'utilisation des armes de destructions massives.

Jamais nous ne dirons assez l'horreur que suscite en nous les déclarations d'hommes politiques qui osent indiquer comme moyen efficace pour mener leur sale guerre, l'anéantissement de villes entières.

Nous devons redoubler d'efforts pour que tous les travailleurs et leur famille, pour que tous les Français expriment leur volonté au bas de l'Appel de Stockholm.

C'est vrai que si la bombe atomique n'a pas été utilisée en Corée, c'est parce que 250 millions de signatures ont été recueillies dans le monde.

Si nous n'y prenions garde, si nous ralentissons notre action, l'intervention américaine dans l'affaire de Corée risquerait d'amener la généralisation du conflit.

C'est donc, dans le cadre du développement nécessaire à la campagne de signatures pour l'Appel de Stockholm et de la préparation du Deuxième Congrès Mondial pour la Paix, que la Commission Féminine Confédérale a lancé un appel à l'émulation en récompensant les deux meilleures collectrices parmi les femmes travailleuses.

Cette décision a été retenue par le Bureau Confédéral qui va prendre à sa charge les frais des deux travailleuses qui auront collecté le plus de signatures, afin qu'elles aillent au Congrès Mondial qui se tiendra à Varsovie, en octobre prochain.

Nous sommes sûres que chaque travailleuse aura à cœur de travailler avec ardeur pour empêcher que les armes de destruction massive soient employées contre les peuples.

Chacune de nous est prête à donner sa vie pour sauver celle des siens, comment ne saurions-nous faire des choses moins héroïques.

Travailleuses, mettons-nous toutes à la tâche avec ardeur afin de mériter l'honneur d'aller à Varsovie, traduisez le grand désir de Paix de toutes les femmes travailleuses de France.

Les premiers résultats nous parviennent déjà, mais les travailleuses continuent leurs efforts pour augmenter encore le chiffre qu'elles nous ont envoyé.

Nos camarades militantes doivent elles-mêmes s'informer du travail réalisé par leurs compagnes et nous envoyer très vite les premiers chiffres que nous publierons dans notre presse, afin de créer une véritable émulation.

Il faut que toutes les femmes travailleuses soient bien pénétrées de cette volonté « je serai la meilleure ». Pour cela nos militantes doivent donner l'exemple et elles doivent faire connaître ce projet dans tous les ateliers, dans tous les bureaux, partout où il y a des travailleuses.

D'autres récompenses sont prévues, mais la meilleure n'est-elle pas de pouvoir regarder avec calme les visages de nos enfants, lorsque nous aurons répondu à la grande confiance qu'ils mettent en nous : protéger leur vie, les élever dans le bien-être, la liberté et la Paix.

Avec les milliards engloutis pour la guerre LES REVENDICATIONS peuvent être satisfaites

Dans le précédent numéro de ce bulletin il a déjà été parlé du Minimum Vital. Il est nécessaire pourtant d'y revenir ainsi, que sur quelques autres points du programme revendicatif de la C.G.T., car s'il est vrai que les femmes sont sensibles au problème de la Paix, de par les charges qui leur incombent dans leur foyer il est vrai aussi qu'elles se préoccupent de tout ce qui touche à leurs salaires et à leurs conditions de travail.

Le minimum vital sera fonction de l'action des travailleurs.

Notre camarade H. Raynaud, Secrétaire de la C.G.T., lors de la réunion de la C.A. élargie, le 12 juillet dernier, a montré et dénoncé toutes les manœuvres qui se faisaient jour dans les milieux réactionnaires et gouvernementaux pour un Minimum Vital de misère.

Guy Mollet, leader socialiste, est venu au secours du patronat. Dans le programme qu'il a présenté pour essayer de raccommoier le gouvernement disloqué sous la pression ouvrière, il a proposé le chiffre de 16.000 Frs pour 44 heures de travail comme devant être retenu comme Minimum Vital et salaire plancher. C'est-à-dire que les bas salaires seraient relevés à 16.000 Frs, mais ce chiffre ne serait nullement un salaire de base sur lequel serait calculé la hiérarchie. On risquerait ainsi de voir le salaire d'un ouvrier ou ouvrière spécialisé au même taux que celui du manoeuvre balai.

Ajoutons que selon le programme Guy Mollet, ces 16.000 Frs subiraient les abattements de zone et qu'il serait même question d'instituer à nouveau celle de 25 % annulée grâce à l'action des travailleurs.

Voilà à peu près la situation telle que la voudrait le gouvernement.

A la Commission Supérieure des Conventions Collectives, les délégués de la C.F.T.C., de F.O., des Cadres et des Familiaux ont refusé de voter une proposition de majoration des chiffres de la sous-commission alimentaire, portant ainsi la responsabilité du chiffre ridicule que la C.G.T. a dénoncé de 7.150 francs de dépenses alimentaires mensuelles à Paris.

C'est une provocation à la classe ouvrière que de prétendre que l'on peut se nourrir à Paris avec 235 francs par jour.

Nos travailleuses, avec toutes les difficultés auxquelles elles se heurtent seront les premières à s'élever contre de telles propositions. Mais pour qu'il en soit autrement, elles doivent lutter coude à coude avec tous les travailleurs.

La délégation de la C.G.T. dénonce cette attitude non conforme à la volonté des travailleurs et des travailleuses et continuera à lutter au sein de la Commission Supérieure des Conventions Collectives pour le minimum vital à 19.000 francs pour 40 heures et sans abattements de zones, car c'est la revendication de tous, des travailleurs chrétiens et des F.O. là où il en reste encore, celle qui, chaque jour, réalise et doit réaliser davantage l'unité d'action de la classe ouvrière.

Mais il est nécessaire de faire connaître notre position à l'ensemble des travailleurs de l'entreprise et de les faire juges de l'attitude de ceux qui acceptent de gâter de cœur l'officialisation de la misère dans les foyers ouvriers et le nivellement des salaires par le bas.

Il est vrai que lorsque l'on veut pratiquer une politique de guerre, il faut imposer des privations par des bas salaires aux travailleurs en laissant comme pers-

pectives à ceux qui ne sont pas touchés par le chômage, la possibilité de réaliser des cadences infernales ou d'augmenter la durée du travail.

Une seule chose a été oubliée dans ces calculs, c'est la volonté des travailleurs de lutter contre la guerre et contre la misère qui en découle.

Le chômage se développe

Le problème des bas salaires n'est pas isolé, il a comme résultat immédiat d'accroître la crise par la mévente des produits et un stockage injustifié dans la période présente.

La politique anti-nationale pratiquée depuis trois ans par nos gouvernants, la mise en application du plan Marshall qui a donné le jour à la « Libération des échanges », la fusion des industries allemandes et françaises de l'acier et du charbon, aboutissent à la liquidation de l'industrie en France, au profit de l'Amérique de Truman et de l'Allemagne occidentale.

Des usines ferment. Les chômeurs totaux et partiels augmentent dans les mines, la métallurgie, le textile, etc... Il y en aurait 600.000 d'après des chiffres puisés il y a deux mois à l'Institut des Statistiques.

Dans certaines branches, les femmes sont les premières victimes de cette situation.

Et lorsqu'elles sont au chômage, pour les non-chefs de famille, elles n'ont droit à aucun secours. La misère s'installe encore plus dans le foyer à partir de ce moment là.

Les travailleuses privées de leur gagne-pain ne doivent pas être des parias.

Les milliards engloutis dans la guerre donneraient la possibilité de donner des allocations de chômage à tous, de 250 Frs par jour et 150 Frs par personne à charge, ainsi que le réclame la C.G.T.

Mais cela n'est qu'une solution provisoire.

La véritable solution qui est possible, c'est de travailler pour la Paix et de payer des salaires donnant aux travailleurs la possibilité d'acheter selon leurs besoins et de manger à leur faim.

✱

Toutes les revendications quelles qu'elles soient peuvent être satisfaites : le Minimum Vital pourrait être à 19.000 Frs pour le manoeuvre-balai sans abattement de zone, la prime de congés de 6.000 Frs minimum plus 1.500 Frs par personne à charge, pourrait être attribuée à tous les travailleurs sans gêner les trésoreries patronales ni l'équilibre financier du pays ; l'on pourrait s'orienter vers des fabrications de Paix et assurer du travail à tous si nous avions un gouvernement qui pratique une politique de Paix.

Avec les milliards engloutis pour la préparation à la guerre, pourrait être assuré le bonheur de notre peuple.

Mais il est vrai qu'un gouvernement qui ne travaille qu'en vue de faire la guerre, qui la fait, ne peut en même temps se préoccuper du sort de son peuple.

Chaque militante a donc pour devoir de démontrer à ses camarades de travail la relation qui existe entre la lutte pour les revendications et celle contre les fauteurs de guerre qui sont un seul et même problème.

Lorsque tout cela sera bien clair dans l'esprit des travailleuses la lutte pour la Paix et les revendications sera plus facile à mener et nos camarades seront plus enthousiastes sur les uns et les autres de ces points.

SOLIDARITE DES

ENVERS LES VICTIMES

Des militantes, des militants sont emprisonnés, poursuivis, condamnés pour avoir mené la lutte pour la défense des revendications et pour la défense de la Paix.

D'honnêtes gens sont emprisonnés pour avoir défendu les droits à la vie des travailleurs, comme Solange Chalus, de chez Michelin, qui vient d'être transférée au Puy et qui est à nouveau poursuivie.

D'autres sont frappés par la répression patronale aliée à la répression gouvernementale, c'est le cas des délégués d'atelier que l'on renvoie sous le moindre prétexte.

Parce que fidèles à leurs traditions et à l'internationalisme prolétarien, les dockers ont refusé de débarquer le matériel de guerre, on les a réduits au chômage.

Dans certains ports comme à Cherbourg, des dockers ne travaillent plus depuis dix-huit mois et c'est une misère terrible qui règne dans leurs foyers où les petits ont à nouveau le regard halluciné que donne la faim, où les mères pleurent, où les hommes serrent les points.

Des partisans de la Paix sont jetés en prison avec les droits communs.

Raymonde Dien est au fort du Hâ, neuf cheminots sont emprisonnés ainsi que Martin, de Toulon, et tous ceux de Saint-Brieuc.

Ne reculant devant aucune vilénie, on va jusqu'à poursuivre pour son généreux combat pour la Paix, une grande française comme Mme Cotton, Présidente de l'Union des Femmes Françaises, Présidente de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes, parce qu'elle a signé une affiche dénonçant la sale guerre du Viet-Nam.

Mais à cette savante va l'amitié de toute la classe ouvrière et chaque jour nous recevons des adresses de sympathie ou la copie de lettres de protestations des travailleuses de notre pays : la classe ouvrière veut défendre les siens.

Cette politique de terreur, ce sont les hommes de la guerre qui l'impulsent, il leur faut se débarrasser de ceux qui sont les meilleurs éléments pour nous mener à la catastrophe.

Les délégués d'atelier, de chantier, d'exploitation, sont renvoyés au mépris de la loi qui les protège.

Sur le lieu du travail la riposte doit être foudroyante, il faut faire sentir aux patrons la volonté de tous de sauvegarder les meilleurs parmi nous. Ces hommes, ces femmes, ils nous appartiennent, c'est un des nôtres que l'on vole à notre grand combat pour la défense de nos revendications, de la paix, de l'indépendance de notre pays.

Nous avons le devoir de les aider tous : dockers, cheminots, partisans de la Paix.

Que dès maintenant des délégations d'usine aillent dans les prisons apporter le colis, les fleurs, qui font tant de plaisir, que chaque section syndicale en-

voie la lettre de sympathie aux emprisonnés, aux victimes de la répression, qu'ils se sentent entourés de la chaude affection et de la solidarité des meilleurs Français.

Que des milliers et des milliers de listes de pétition se couvrent de signatures demandant : la mise en liberté provisoire ; le régime politique en attendant la mise en liberté pure et simple.

Nous connaissons le cœur du peuple de France, nous savons que pas une travailleuse ne restera indifférente au sort de ceux qui sont en prison, mais aussi de leur famille : les enfants, les femmes, les maris, les vieux parents, tous ont besoin d'être soutenus. Formons des Comités de défense, qu'une entreprise, qu'un atelier, qu'un quartier se charge d'une famille.

Solidarité matérielle pour tous les emprisonnés, mais aussi pétitions et délégations pour les sortir de prison.

En menant notre action contre la répression, nous aurons bien travaillé pour la Paix.

De leur prison les victimes de la répression nous écrivent :

Le Puy-en-Velay, le 17-5-50

Solange Chalus, Prison cellulaire
du Puy (Hte-Loire).

A Olga Tournade,
Secrétaire de la C.G.T.

Ma Chère Olga,

C'est de la prison cellulaire du Puy où j'ai été transférée, avec tous les honneurs dus à mon rang, départ de Riom à quatre heures du matin, voyage en voiture cellulaire entre deux gendarmes, cela pendant un trajet de 120 kilomètres.

Je passe à nouveau en correctionnelle (ça devient une habitude), le 22 juillet, pour entrave à la liberté du travail le 25 novembre 1949, sur plainte de MM. Puisseux et Boulanger.

C'est un arrêt de la Cour de Cassation du 28 avril 1950 qui ordonne le renvoi de cette affaire au Puy pour cause de Sécurité Nationale.

Ainsi, je suis une personne dangereuse, plus sans doute que les incendiaires et les tueurs d'Oradour qui coulent des jours paisibles dans leur prison.

Michelin ne désarme pas et me poursuit de sa haine jusqu'au fond de ma prison, la semaine dernière, je recevais

en recommandé une lettre de licenciement des Etablissements Michelin, j'ai purement et simplement renvoyé le poulet à l'envoyeur en refusant de signer. Cette direction de combat essaie par tous les

AIDEZ aux familles

Nous devons faire encore plus
des dockers.

Il faut qu'ils soient assurés

C'est pourquoi la COMMISSION
lance un nouvel appel pour l'aide

Que chaque Section syndicale,
raine une famille. Pour connaître
MISSION FEMINE CONFEDERALE
noms, adresse et situation.

Pensez aux petits enfants de
lutte de la classe ouvrière contre
de soutenir, de faire vivre.

moyens d'enlever aux travailleuses les
avantages sociaux qu'après bien des discussions, j'avais, avec mes camarades C.G.T., fait obtenir au Comité d'Entreprise.

A l'occasion de la Fête des Mères, une délégation de responsables féminines s'est vue refuser le bureau du directeur des œuvres sociales, alors qu'elles venaient réclamer le colis que depuis plusieurs années nous avions obtenu.

Cette année, cette direction inhumaine a refusé ce modeste colis aux travailleuses de ses usines.

De même, le goûter des femmes enceintes a été supprimé sans prévenir le Comité d'Entreprise.

La direction du syndicat a aussitôt réagi et fait connaître par tract l'attitude de ces nouveaux féodaux. Déjà plusieurs ateliers où travaillent beaucoup de femmes m'ont écrit pour me signaler le fait en me promettant qu'elles allaient engager l'action pour que ces avantages leur soient de nouveau donnés, je suis sûre qu'elles tiendront leur promesse et mèneront la lutte à l'intérieur de l'usine.

Je vais moi-même faire un article pour le prochain journal d'usine de la section syndicale où je montrerai à nos camarades pourquoi la maison Michelin, de-

TRAVAILLEUSES

DE LA RÉPRESSION

tant les conquêtes sociales des travailleurs que défend la C.G.T., voudrait bien se débarrasser de tous les responsables syndicaux pour exploiter plus librement les ouvriers.

DIRECTIE des dockers

pour aider la lutte héroïque

la vie de leur foyer.

COMMISSION FEMININE CONFEDERALE
directe aux familles de dockers.

syndicat ou Union locale, par
une famille, écrivez à la COM-
MISSION qui vous transmettra les

ceux qui sont le symbole de la
guerre et qu'il vous appartient

Mais Michelin, malgré toute sa morgue et toute sa haine de la classe ouvrière, est obligé de céder. Après une augmentation de 8 francs de l'heure, une nouvelle augmentation est prévue et nos camarades mènent une action vigoureuse pour la prime de vacances.

J'ai appris avec beaucoup de joie qu'une des revendications à laquelle les femmes étaient très sensibles, vient d'être obtenue.

Depuis plus de deux ans, la Commission féminine Michelin à chaque entrevue à la direction, discutait âprement cette question. Il s'agissait d'intégrer les travailleuses mariées à la section C de la mutuelle d'entreprise.

Mais les représentants patronaux, soutenus en cela par F.O., avaient toujours mis opposition, en prétextant qu'à ce moment-là les ouvrières mariées qui avaient déjà plus d'absences que le reste du personnel auraient beaucoup trop d'absences. Et qu'à plus, il y avait les maternités. Aussi, ces rétrogrades sanctionnaient les femmes parce qu'elles étaient mères, belle conception d'aide à la famille.

Nos camarades de la C.G.T. viennent enfin d'arracher cette importante revendication qui assure à nos camarades

femmes l'égalité avec l'ensemble du personnel.

Voici les avantages : 80 % du salaire assuré au 30^e jour de maladie et ceci pendant six mois. Les remèdes et le docteur entièrement gratuits, même s'il n'y a pas arrêt du travail, elles versent pour cela 0 fr. 50 pour cent sur leur salaire, la direction verse une somme équivalente.

Nos camarades n'oublient pas que plusieurs des leurs sont emprisonnés et intensifient chaque jour l'action en notre faveur. Une carte postale éditée pour le 14 Juillet pour être envoyée au Président de la République a connu un plein succès, il n'est pas un travailleur honnête qui refuse sa signature.

Cette action en faveur de ceux et de celles qui subissent la répression féroce d'un gouvernement de valets ne ralentit pas dans toute la France. Cet après-midi j'ai reçu une lettre d'un petit Comité U.F.F. de Bayonne, m'indiquant qu'elles font signer des pétitions pour notre libération. De tous les coins de France la colère des honnêtes gens est grande et nous apporte dans nos étroites cellules un précieux réconfort.

On ne gouverne pas toujours contre le Peuple, la chute successive de plusieurs gouvernements montre qu'il faut intensifier la lutte pour un véritable gouvernement d'Union démocratique qui gouvernera avec le Peuple.

Les fauteurs de guerre, en s'attaquant à la République Populaire de Corée, viennent d'ouvrir les yeux à beaucoup de Français qui ne croyaient pas au danger de guerre et qui maintenant comprennent que nous avions raison.

Le Peuple Coréen, magnifique de courage, donne une grande leçon de patriotisme en défendant son pays et sa République. Les impérialistes américains quitteront le sol de la Corée après une magistrale défaite.

Mais nous posons la question : iront-ils jusqu'à se servir de la bombe atomique ? Redoublons d'efforts pour faire signer l'Appel de Stockholm qui arrêtera la torche des incendiaires.

Toutes les Femmes, toutes les Mères, doivent protester contre les bombardements qui fauchent les femmes et les enfants, pour demander le retrait des forces américaines.

Ces protestations doivent venir des ateliers, des entreprises, c'est de la base que doit partir l'action.

Ma chère Olga, j'ai bavardé bien longtemps avec toi en suivant le fil de ma pensée, excuse-moi, si c'est un peu décousu, mais cela fait tellement de bien

d'écrire ce que l'on pense quand on ne peut le dire à personne, quand on est seule 24 heures sur 24, que l'on a pour horizon un carré de ciel à travers les barreaux d'une cellule.

Mais cela ne fait rien, le moral est excellent, j'ai confiance en notre classe ouvrière, à bientôt le plaisir de te lire.

Je t'embrasse affectueusement,

SOLANGE.

P. S. — Envoie-moi le « Bulletin Confédéral des Femmes » de juin et juillet. Merci.

**

La Roquette, 19 juillet 1950.
Mme Olga Tournade,
Secrétaire de la C.G.T., 213,
rue Lafayette, Paris.

Chère Camarade,

Je viens de recevoir votre lettre du 26 juin. Parmi tous les messages de sympathie reçus depuis mon arrestation, le vôtre m'est particulièrement précieux, car il est l'expression même de la volonté de tous les travailleurs unis pour dire non à la guerre et obtenir de meilleures conditions de vie qui leur permettent d'élever dignement leurs enfants.

La protestation des Combattants de la Paix de Saint-Brieuc n'a été que la manifestation de la volonté de Paix des travailleurs des Côtes-du-Nord, et notre arrestation, si pénible soit-elle, aura permis à nos camarades, travailleurs de toutes les professions, de prendre conscience des dangers qui les menacent.

Les femmes, et particulièrement celles qui ont des enfants, ont souvent de très lourdes tâches, mais elles ont aussi des droits et celui plus impérieux que jamais de s'unir pour faire reculer l'horrible guerre qui n'épargnerait aucun foyer.

Je sais que vous poursuivez une lutte de chaque instant pour obtenir notre libération, votre affection, votre solidarité me touchent profondément, ainsi que mes camarades, et nous aident à supporter notre détention avec un moral excellent. Je vous en remercie bien sincèrement, et vous adresse, chère camarade, mes fraternelles amitiés, ainsi que celles de mes deux compagnes.

Y. HERVE.

Le Secours Populaire a édité du matériel pour la solidarité à l'héroïne Raymonde Dien :

Brochures relatant la vie de Raymonde, au prix de 20 francs ;

Cartes postales au prix de 10 fr. ;

Timbres au prix de 10 francs.

Que chaque Commission féminine, que chaque section syndicale, passe une commande de ce matériel à sa Fédération d'industrie, ou directement au Secours Populaire, 11, boulevard Montmartre, C.C.P. Michaux 5269-41, Paris.

APPRENONS A CONNAITRE LES FEMMES DU MONDE ENTIER

Comme nous, les femmes travailleuses des pays capitalistes marshallisés subissent la misère et l'odieuse répression de ceux qui veulent les entraîner dans une guerre monstrueuse :

Répression en Argentine

200 enfants ayant pris part à un concours de compositions pour la Paix à BUENOS-AIRES ont été interrogés et menacés à la Section Spéciale de Police.

Misère et répression américaine en Corée du Sud

« A l'usine du Textile de SHINHAN, des jeunes filles travaillent plus de 90 heures par semaine pour des salaires de famine. Ces conditions de misère leur sont imposées par une politique de guerre aggravée encore par l'occupation des impérialistes américains. »

La Yougoslavie sous la terreur de la clique Tito

« De KRAGUIEVATS, une mère, écrit (c'est une femme qui a perdu deux fils dans la lutte de libération nationale, le troisième, son plus jeune fils, est actuellement prisonnier des tortionnaires de TITO) :

« Nous vivons dans la misère et le désespoir. Sa femme est malade depuis trois mois. Elle est très faible et le seul médicament serait une bonne nourriture et une vie tranquille, mais cela est une chose que n'a personne parmi les honnêtes gens de YUGOSLAVIE. On l'a congédiée de son travail. C'est triste de regarder les deux petits ; ils ont toujours faim et cela m'est encore plus dur car je ne peux même pas leur donner la plus simple nourriture. »

Devant de telles misères, comment tous nos espoirs ne se porteraient-ils pas vers les femmes travailleuses de l'UNION SOVIETIQUE et des pays de Démocratie Populaire qui travaillent pour le bien-être et la Paix des peuples et qui améliorent tous les jours leurs conditions de vie !

En Roumanie

Il y a actuellement en ROUMANIE une femme ministre et une ministre adjointe, une femme membre du présidium de la Grande Assemblée Nationale, 31 députées. Près de 41.000 occupent des postes de responsabilités dans les syndicats, 64 dirigent avec compétence des entreprises. La contribution des femmes est particulièrement remarquable dans l'action pour la défense et la consolidation de la Paix.

En Hongrie.

Les travailleuses fournissent de gros efforts de production, car elles savent qu'en assurant la prospérité de leur pays, elles travaillent pour le bonheur de tous.

En l'honneur du 70^e anniversaire de Staline, Mme, Ferenc Panyi, travaillant à l'atelier de ratinage de la Fabrique Textile d'Obuda, a accompli 373 % de son plan de travail en émulation individuelle. Personne encore jusqu'à présent n'a obtenu un pareil résultat dans le Textile.

En Union Soviétique

Il suffit de jeter un coup d'œil sur la liste des députés au Soviet Suprême de l'U.R.S.S. qui contient le nom de nombreuses femmes ayant mérité du peuple par leur travail créateur inspiré au nom du bonheur et de l'épanouissement de la Patrie, pour apprécier le rôle des femmes dans la vie de la société soviétique,

leur rôle des plus actifs dans les affaires de l'Etat. Parmi les députés on trouve des ouvrières, des institutrices, des innovatrices audacieuses de l'industrie et de l'agriculture, des femmes des sciences, des représentantes des arts et des lettres.

Un seul et même désir de Paix animant toutes ces femmes dans le monde entier, toutes ont entrepris une lutte ardente pour faire échec aux fauteurs de guerre qui massacrent les mamans et les petits enfants de Corée et qui veulent entraîner les peuples dans l'horreur d'une guerre atomique.

Devant la répression, devant les menaces de guerre, les femmes du monde entier protestent :

Les femmes démocrates d'Allemagne

« Nous, les femmes démocrates d'Allemagne, ne pouvons qu'admirer la lutte courageuse des femmes démocrates de France. Nous voulons rivaliser dans la lutte pour la Paix contre les fauteurs de guerre. Poursuivre ce but est pour nous un devoir. »

Les femmes démocrates du Canada

« Nous demandons à toutes les femmes du Canada de veiller à ce que le Canada ne soit pas entraîné dans la guerre en Corée. Nous ne devons pas permettre que la honteuse agression contre la Corée du Nord soit le prélude à une troisième guerre mondiale. »

Les femmes démocrates de Finlande aux femmes de Corée

« Nous sommes de tout cœur avec vous, dans votre lutte contre les agresseurs impérialistes pour l'unité et l'indépendance de votre pays, car nous savons que l'affaiblissement et la chute du capitalisme est le plus sûr garant de la Paix dans le Monde. »

Des protestations parviennent également de Bulgarie, de Hongrie, d'Union Soviétique, de la Côte d'Ivoire, de Hollande, du Viet-Nam, des Pays-Bas, de Santiago du Chili.

Et toute cette colère dans le monde qui va en s'amplifiant devant les provocations toujours plus nombreuses des capitalistes fauteurs de guerre, les fera reculer, leur interdira la réalisation des plans criminels qu'ils préparent.

Ils seront obligés d'entendre cette voix des peuples qui veulent la Paix et qui l'affirment fortement en signant en masse l'Appel de Stockholm pour l'interdiction de la bombe atomique.

Mais les travailleuses de France qui ont de fières traditions de lutte et ont su gagner la confiance des travailleuses du monde entier, doivent sentir avec beaucoup de forces toutes leurs responsabilités.

Et notre rôle, à nous les militantes, est de leur faire connaître l'action et la lutte des femmes du monde entier et de les entraîner à être les meilleures combattantes de la Paix.

A travers les exemples vivants que nous pouvons leur donner, il faut leur fixer les perspectives qui s'ouvrent devant elles ; il faut leur expliquer que, nous aussi, nous pouvons avoir en France un gouvernement d'Union Démocratique.

Il faut leur démontrer que toutes les conditions sont requises pour assurer le bonheur et le bien-être de nos foyers et qu'il ne dépend que de nous, de notre action, de notre volonté d'union, de notre enthousiasme pour imposer la volonté de Paix qui anime l'immense majorité de notre Peuple.

NOS RAISONS DE LUTTER

pour la prime de vacances



Dans le bulletin mensuel édité par la C.G.T. et réservé aux délégués du Personnel (1) une ouvrière de chez HEKO (confection pour dames à Paris) raconte simplement comment la prime de vacances a été obtenue dans son entreprise.

« Depuis quelque temps, aux Etablissements HEKO de la rue Saint-Foy, existait un profond mécontentement dû à l'augmentation du coût de la vie, aux cadences de travail trop élevées, aux salaires trop bas. Et, à toutes ces difficultés, venaient se joindre des menaces de licenciement, avec toutes sortes de machinations malhonnêtes, contre une déléguée.

Devant cette situation, les ouvrières, soutenues par le Syndicat de l'Habillement et le Centre Intersyndical du 2^e arrondissement, établirent leurs revendications.

1) 6.000 Fr. de prime de vacances pour toutes, sans abattement d'âge.

2) 3.000 Fr. d'augmentation pour toutes par mois.

3) Révision des temps.

4) Abolition des notes.

5) Reclassement du personnel dans son ensemble.

Un tract fut distribué à toutes les ouvrières par les soins du Centre Intersyndical.

Ces revendications furent déposées le 19 mai. Après trois longues heures de discussion, la délégation n'obtint que le reclassement et de vagues promesses de prime de vacances « selon les possibilités », dit la Direction : « impossible d'en fixer le montant »... « Il n'y a pas d'argent », etc. etc...

Le lendemain matin, les ouvrières (des jeunes filles en majorité), mises au courant des réponses données à la délégation, refusèrent de récupérer le jour de l'Ascension.

Malgré la pression du patron et le racolage éhonté des chefs, la quasi-totalité du personnel refusa de reprendre le travail.

Après ce mouvement de grève et devant cette volonté des ouvrières, la Direction dut céder.

Non seulement elle accorda la prime de 6.000 Fr. mais encore, la déléguée menacée de licenciement et qui avait pris la tête du mouvement de protestation, a été maintenue. »



Les causes du mécontentement exprimées en quelques lignes n'existent-elles que chez HEKO ?

Hélas non !! Reprenons-les. une à une.

1^o Augmentation du coût de la vie.

Ce ne sont pas les travailleurs qu'il faut convaincre de cette réalité. Déjà la viande et le beurre viennent de subir une hausse importante. La baisse saisonnière sur les fruits et légumes ne se manifeste pas encore cette année, et les mamans sont obligées de priver leurs petits des crudités qui leur feraient tant de bien.

Les indices officiels eux-mêmes témoignent de cette augmentation constante du coût de la vie :

Indice des matières premières (50 articles) :

2329 en mai à 2448 en juin.

De même pour les **produits industriels** (sur 112 articles) :

Mai : 2296 ; juin : 2365.

Ajoutons que l'inflation massive qui se prépare, va encore se répercuter sur les prix. Toutes ces augmentations étant la conséquence directe de la politique de préparation massive à la guerre. On signale déjà qu'aux Etats-Unis, tout ce qui peut servir à la guerre, depuis les matériaux stratégiques jusqu'au coton pour les uniformes et aux cuirs pour les souliers augmente.

2^o Cadences de travail trop élevées.

Pas un seul jour où l'on n'apprend des accidents dus non seulement au manque de sécurité, mais aux intensifications des cadences. Pour augmenter leurs profits, le patronat n'hésite pas à imposer des chronométrages sans cesse réduits, qui mettent les travailleuses dans un état constant de surexcitation.

Pour ne prendre qu'un seul exemple, citons un atelier de chez Renault où les femmes donnent 1.800 coups de pédale à l'heure.

3^o Les salaires trop bas.

Nous ne reviendrons pas sur cette question, un article du présent bulletin étant réservé à la nécessaire fixation d'un minimum vital à 19.000 Frs.

4^o Menaces de licenciement.

Dans le cas cité de chez HEKO cette menace de licenciement, avait pour but de priver les travailleuses de la déléguée la plus combattive, celle qui les défendait avec acharnement, et qui avait été l'animatrice de la collecte des signatures au bas de l'appel de Stockholm.

Et cette répression, elle s'abat sur des centaines de militants dans les entreprises. En agissant ainsi, le patronat, aidé de nos gouvernants, veut désarmer la classe ouvrière, la démoraliser et ainsi préparer plus facilement la guerre que désirent leurs maîtres américains.



Ainsi, comme on le voit, les causes profondes du mécontentement justifié de ces couturières de Paris, c'est la préparation à la guerre, génératrice de misère.

Quelle a été leur riposte ? Elle se sont unies, elles ont lutté et ont fait reculer la direction.

Cet exemple doit inspirer toutes les travailleuses.

Nombreux sont les gosses qui, pendant ce mois d'été, ne changeront pas « d'air ». Il n'est souvent même pas possible aux familles ouvrières de profiter des colonies de vacances, la constitution d'un trousseau revenant à des prix inabordables.

Et puis après la période d'été, ce sera la rentrée, avec tous les frais que cela nécessite pour l'achat du tablier ou de l'indispensable paire de galoches.

C'est pour pallier dans une certaine mesure à toutes ces difficultés que dans toutes les entreprises où rien n'a encore été obtenu, les travailleuses seront en tête pour réclamer la prime de vacances ou de retour de vacances.

Dans le précédent bulletin, des conseils pratiques qui ne sont évidemment pas limitatifs, vous ont été donnés.

Sans retard, rassemblez les femmes de votre service ou entreprise, discutez avec elles du contenu de cet article et en vous unissant, vous obligerez votre direction à vous accorder les 6.000 fr. et 1.500 francs par personne à charge.

(1) Si vous êtes déléguée du personnel vous devez recevoir chaque mois, gratuitement le bulletin. Si toutefois vous ne l'avez pas, reprenez-le à votre syndicat ou au 213, rue Lafayette, Paris (10^e).

A chaque Congrès de syndicat ou Conseil Départemental d'U.D., l'insuffisance du travail parmi les femmes est constatée, qui entraîne invariablement des résolutions pour l'avenir.

Le problème n'est pas résolu pour autant.

C'est que nous nous contentons trop de constatations, sans rechercher les causes profondes des difficultés que nous rencontrons.

D'abord une première question s'impose : les femmes se désintéressent-elles de la défense de leurs revendications ? Se désintéressent-elles du mouvement syndical lorsque l'on sait leur montrer des perspectives justifiant leur effort ?

Nous pouvons affirmer que non. Au contraire, elles prennent chaque jour davantage conscience de la nécessité de la lutte organisée, de la nécessité impérieuse d'apporter à cette lutte toute leur contribution, de la nécessité d'unité entre tous les travailleurs. Combien de femmes sont déléguées du personnel ? au comité d'entreprise ? collecteurs ?

Elles se battent sur le lieu de l'entreprise, avec beaucoup de courage.

Être membre d'une Commission exécutive, d'un Bureau de syndicat, être déléguée, c'est avoir de lourdes tâches, c'est assumer les mêmes responsabilités que les hommes ; c'est fournir une grande capacité de travail, car nous sommes en régime capitaliste, que nous avons notre rôle de ménagères à remplir, mais c'est aussi être jugée la meilleure pour mener le combat dans la période exaltante que nous vivons.

Bien sûr, cela représente des difficultés et c'est une des causes du décalage. Mais nous, les femmes militantes, nous voulons vaincre les difficultés, car nous avons confiance dans l'avenir que nous aurons su forger par notre combat.

Par ailleurs, les femmes éprouvent un terrible complexe d'infériorité et ne se développent qu'à condition de rencontrer auprès de leurs camarades masculins une compréhension et une aide permanentes.

Dans notre département, cette affirmation trouve sa source dans le fonctionnement de deux Commissions féminines. Les deux seules qui travaillent, obtiennent des résultats et se renforcent chaque jour : celle de l'O.T.L. et de la Sécurité Sociale.

Prenez celle de l'O.T.L. : les Camarades ont été élus par leurs compagnes dans chaque dépôt, et possèdent donc leur confiance. Leurs suggestions à la direction syndicale sont écoutées ; leurs propositions soutenues d'une façon permanente et non accidentelle ; qu'il s'agisse d'une mesure intéressant les femmes, le Syndicat s'adresse à elles ; dans chaque dépôt, les mobilise. C'est ainsi que la majorité de leurs revendications ont abouti et qu'à 100 % elles sont syndiquées à la C.G.T.

Elles ont le sentiment, et c'est vrai, qu'elles sont utiles au Syndicat, que leur lutte paie, qu'elles ne perdent pas leurs temps si précieux pour rien.

Elles se rendent compte que l'on fait appel à elles non pour remplir une formalité ou être en règle avec sa conscience, mais bien parce que leur participation à la lutte est nécessaire.

Pendant les périodes de grève, les femmes sont parmi les plus actives. C'est ainsi que lors des dernières grèves de mars, les femmes de chez Guicher et Costes (vêtement), tenaient les piquets de grève tous les matins, et pas une femme n'est rentrée avant la fin du conflit. A Villeurbanne, dans une usine de Métaux, au Fil Dynamo, ce sont les femmes de l'entre-

prise qui, assiégeant le maire réactionnaire à son domicile, arrachent la nourriture gratuite des grévistes et le charbon, pendant que leurs camarades hommes organisent les délégations au domicile du patron.

Quelles conclusions tirer de cela ?

a) Je crois que dans nos méthodes de travail et dans nos formes d'organisation, il ne faut pas être mécanique. C'est bien et nécessaire de considérer les femmes comme les égales de l'homme, mais nous les aiderons à sortir du cadre de leur entreprise dans la mesure où nous adopterons à leur égard d'autres formes d'organisation que celles appliquées en général, parce que leur double condition de travailleuse et ménagère est une particularité dont il faut tenir compte.

b) Il faut que les directions syndicales se penchent d'une façon permanente sur les revendications particulières des femmes et non par à-coups, comme cela arrive trop souvent, ce qui donne le sentiment aux femmes qu'on s'intéresse à elles seulement lorsqu'on a besoin d'elles.

Il faut faire chaque jour plus d'efforts pour que la ligne du Bureau Confédéral soit connue de l'ensemble des travailleuses qui, dans ces conditions, seront unanimes à l'adopter, à la défendre, à la faire triompher.

Cela nécessite de notre part à tous d'être convaincus qu'il n'est pas possible de lutter efficacement pour la Paix et le pain sans la participation des femmes.

c) Il faut aider nos Camarades à se débarrasser de leur complexe d'infériorité, leur faire prendre confiance en elles.

Notre Camarade Aline RENARD, qui a réussi à entraîner de nombreuses employées de la Sécurité Sociale, expliquait que celles-ci, lorsqu'elles sont entre elles, participent à la discussion, et qu'elles sont « bouches cousues » dès qu'il y a des hommes. Ce n'est pas le seul exemple.

Le langage employé n'est-il pas trop compliqué, en ce sens que, trop souvent, nos camarades reprennent des formules toutes faites, se contentent d'affirmations en reprenant telle ou telle phrase lue dans le journal, sans donner les explications toutes simples, beaucoup plus près de l'entreprise, beaucoup plus près de la vie ? En oubliant que le langage de nos militants les plus responsables ne doit pas être repris mécaniquement, mais adapté suivant qu'il s'adresse à tel ou tel travailleur ? Il est vrai que cela dépasse un peu le cadre féminin et que, d'une façon générale, nous aurions intérêt, nous les militantes, à abandonner le jargon intérieur à l'organisation et à faire travailler notre propre cerveau.

C'est vrai que cela représente un effort, mais ne sommes-nous pas tous prêts à faire cet effort pour notre C. G. T. ?

Soyons accessibles aux femmes, expliquons-leur beaucoup plus simplement ce que le mouvement ouvrier attend d'elles.

Apprenons-leur qu'il vaut mieux parler avec son cœur que de faire des effets oratoires qui font applaudir une salle, mais ne laissent pas beaucoup de traces dans la classe ouvrière.

Des millions de femmes donnent leur confiance à la C. G. T.

Aidons-les à venir au Syndicat, aidons-les à devenir des militantes actives, pour la défense de la Paix et l'amélioration de leurs conditions d'existence.

Mireille BONNEFOY,

Secrétaire de l'Union Départementale du Rhône.

